



Etablissement Français du Sang - Bretagne

Rue Pierre Jean Gineste - CS 41146 - 35011 RENNES cedex

**TRANSPORT ROUTIER URGENT DE PRODUITS SANGUINS
LABILES POUR L'EFS BRETAGNE
(SANS TEMPERATURE DIRIGEE)**

Marché public de services

Procédure adaptée

(Articles L.2123-1, R.2123-1 et R.2123-4 à R.2123-7 du code de la commande publique)

**ACTE D'ENGAGEMENT VALANT CAHIER DES
CHARGES**

Référence de la consultation / TBA : **N°2025EFSBRET842**

SOMMAIRE

1. CLAUSES DE PRESENTATION GENERALE ET TECHNIQUES	5
2. Préambule	8
2.1. Les activités de l'EFS	8
2.2. Les missions principales de l'EFS	8
2.3. Les autres missions de l'EFS	9
2.4. L'organisation de l'EFS Bretagne	9
3. CONTEXTE DU MARCHE PUBLIC	12
4. Objet du marché PUBLIC	13
5. TEXTES REGLEMENTAIRES ET REFERENTIELS	14
6. OBLIGATIONS DU TITULAIRE EN TERME D'ORGANISATION DU TRANSPORT	15
7. INFORMATIONS COMMUNIQUEES AU PERSONNEL	17
8. DEVELOPPEMENT DURABLE	18
9. MANAGEMENT DE LA QUALITE	19
9.1. Réunions de suivi	19
9.2. Traitement des anomalies	19
10. GESTION DES ALEAS	21
10.1. PANNE MINEURE SUR LE VÉHICULE	21
10.2. PANNE MAJEURE SUR LE VÉHICULE	21
10.3. RETARD IMPORTANT OU INTEMPÉRIES	21
10.4. SURVENANCE D'ACCIDENT	21
12. SPECIFICITES TECHNIQUES DES LOTS 1 à 5 : TRANSPORT ROUTIER URGENT AU DEPART DU SITE EFS DE Saint Briec, Brest, Quimper ; Lorient et Vannes (Température ambiante : +4°C / +30°C)	23
12.1 CARACTÉRISTIQUES DES PRODUITS A TRANSPORTER	23
12.2 OBLIGATIONS DE L'EXPEDITEUR	23
12.3 MOYENS MIS EN ŒUVRE PAR LE TITULAIRE POUR L'EXECUTION DES PRESTATIONS	25
PARTIE 1 - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES	27
1.1. Objet du marché public	27
1.2. Procédure de passation	27

1.3. Marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires	27
1.4. Allotissement	27
1.5. Forme du marché public	28
1.6. Estimation du marché public	29
1.7. Durée du marché public	29
1.8. Langue d'exécution du marché public	30
1.9. Pièces constitutives du marché public	30
1.10. Exécution du marché public	31
1.11. Perte des Fournitures	32
2.11.1 Pertes avérées	32
2.11.2 Pertes partielles	32
2.11.3 Pertes totales	32
1.12. Pénalités	32
1.13. Sous-traitance	34
1.14. Modifications du marché public	34
1.15. Défaillance du Titulaire	35
1.16. Règlement financier du marché	36
PARTIE 2 - RESPONSABILITE - ASSURANCES	41
PARTIE 3 - RESILIATION DU MARCHE PUBLIC (ARTICLE L.2195-1 ET SUIVANTS DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)	42
3.1. Résiliation pour motif d'intérêt général	42
3.2. Résiliation aux torts du Titulaire	42
3.3. Résiliation pour événements liés au marché	42
3.4. Exécution aux frais et risques	43
PARTIE 4 - ACTE D'ENGAGEMENT (PARTIE A COMPLETER PAR LE CANDIDAT)	44
4.1. Cet acte d'engagement correspond :	44
4.2. Engagement du soumissionnaire ou du groupement d'opérateurs économiques	44
4.3. Signature du marché public par le soumissionnaire, candidat individuel, ou, en cas groupement d'opérateurs économiques, le mandataire dûment habilité ou chaque membre du groupement	46
4.4. Identification du (des) pouvoirs adjudicateurs	48

PARTIE 5 - DECISION DU (DES) POUVOIR(S) ADJUDICATEUR(S) (PARTIE A
COMPLETER PAR L'EFS)

50

1. CLAUSES DE PRESENTATION GENERALE ET TECHNIQUESGLOSSAIRE

AE : Acte d'engagement ATTRI1

Système de Management de la qualité : Système mis en œuvre par les établissements de transfusion sanguine visant à vérifier les conditions (prélèvement, production, identification, contrôle, conservation, distribution et transport) propres à garantir la sécurité des produits.

CGR : Concentré de Globules Rouges.

Demande d'enlèvement par l'EFS : Demande réalisée par téléphone (ou tout autre moyen) par le RPA afin de prendre en charge des produits d'un site expéditeur vers un site destinataire.

Délivrance : mise à disposition de PSL (Produits Sanguins Labiles) sur prescription médicale en vue de leur administration à un patient déterminé

Distribution :

a) Fourniture de produits sanguins labiles par un établissement de transfusion sanguine à d'autres établissements de transfusion sanguine, aux établissements de santé et aux groupements de coopération sanitaire autorisés à gérer un dépôt de sang et aux fabricants de produits de santé dérivés du sang humain ou de ses composants,

b) Fourniture de produits sanguins labiles entre les différents sites d'un même établissement de transfusion sanguine.

Donneur d'ordre : Personnel habilité du RPA qui commande le transport au Titulaire et confirme (fax ou mail) via l'envoi de la Fiche de demande de transport.

Echantillon biologique : Echantillon obtenu par l'acte de prélèvement et sur lequel vont être effectuées une ou plusieurs analyses de biologie médicale.

EFS : Etablissement Français du Sang.

Enregistrement : Document présentant des résultats obtenus ou la preuve de la réalisation d'une activité.

Etalonnage : Ensemble des opérations établissant, dans des conditions spécifiées, la relation entre les valeurs de la grandeur indiquées par un appareil de mesure ou un système de mesure ou les valeurs représentées par une mesure matérialisée ou par un matériau de référence, et les valeurs correspondantes de la grandeur réalisées par des étalons.

Expéditeur : Personnel habilité du RPA qui prépare les commandes et remet celles-ci au Titulaire pour effectuer le transport.

Fiche de demande de transport : Ce document reprend les mentions nécessaires à la préparation de l'enlèvement des produits par le Titulaire et est, avec la lettre de voiture, l'un des documents d'exécution du contrat de transport. La « Fiche de Demande de transport » est renseignée par le mandataire du transport puis transmise par mail au Titulaire pour la commande d'un transport.

Hub : Plateforme logistique

Jours non ouvrables : Dimanches et jours de fête légale ainsi que les jours d'interdiction de circulation.

Lettre de voiture : Conformément au décret n° 99-752 du 30 août 1999 et à l'arrêté du 9 novembre 1999 « relatif aux documents de transport devant se trouver à bord des véhicules de transport routier de marchandises », le Titulaire ou son préposé doit établir une « Lettre de Voiture », lors de l'opération de prise en charge. Ce document dûment complété (expéditeur/chauffeur/destinataire) matérialise la prestation et vaut attestation de service fait.

La présentation de la « Lettre de Voiture » est libre mais elle doit comporter au minimum les mentions prévues dans l'arrêté précité. Elle devra par contre être constituée d'au moins 4 feuilles auto-carbones idéalement de couleurs différentes :

- Exemple remis lors de l'enlèvement par le Titulaire ou son préposé à l'établissement expéditeur. Cet exemplaire comporte le nom en clair, cachet et signature du remettant et le nom du chauffeur, date et heure d'enlèvement, nombre de colis, nature du colis,
- Exemple remis lors de la livraison par le Titulaire ou son préposé à l'établissement destinataire. Cet exemplaire comporte les noms en clair, cachet et signature des remettants et réceptionnaire, dates et heures de livraison,
- Exemple transmis mensuellement par le Titulaire au RPA pour le contrôle des opérations réalisées. Cet exemplaire comporte les noms en clair, cachet et signature des remettants et réceptionnaires, dates et heures d'enlèvement/livraison,
- Exemple pour le Titulaire.

Marchandises périssables : Produits sujets à prompt détérioration (fragiles, altérables, non stables à température ambiante) et/ou dont la conservation justifie la mise en pratique d'une température dirigée.

Mode opératoire ou instruction : Description détaillée de la façon de réaliser une activité.

Non-conformité : Non-satisfaction d'une exigence.

Plaquettes : Cellules nécessaires à l'hémostase (primaire).

RPA : Représentant du pouvoir adjudicateur. Pour l'Etablissement Français du Sang, le Président de l'EFS, le Directeur de l'EFS Bretagne ou toute personne habilitée en vertu des délégations en vigueur.

Préparation : toutes les opérations concernant le traitement d'un produit sanguin labile depuis la réception des matières premières jusqu'à l'obtention du produit fini en respectant les bonnes pratiques correspondantes.

Prise en charge par le Titulaire : C'est le temps laissé au Titulaire pour :

- Confirmer la prise en compte de la demande,
- Mettre en place les conditions de réalisation de la prestation,
- Enlever sur site les produits.

Produit biologique : Produit issu du corps humain (Exemple : PSL, Réactif, Tissu, Cellule, Tube etc.).

Protocole de sécurité : Document réglementaire rempli conjointement par le Titulaire et le site d'accueil pour identifier et prévenir les risques potentiels pouvant être rencontrés par les 2 parties lors de la présence du chauffeur dans un site EFS.

PSL : Produit Sanguin Labile.

Qualification du matériel : Opération destinée à démontrer l'aptitude du matériel à satisfaire les exigences spécifiées.

Sites de regroupement : Sites dotés d'enceintes thermo statées où les PSL sont stockés avant leur acheminement vers les plateaux techniques (préparation, qualification) ou vers les sites de distribution.

Titulaire : Le candidat auquel le RPA a notifié le marché.

Traçabilité : Aptitude à retrouver l'historique, la mise en œuvre ou l'emplacement de ce qui est examiné.

Transport sous température dirigée : « Par transport sous température dirigée », on entend tout transport de produit, nécessitant un maintien en température, conformément à la décision du 8 février 2018, fixant la liste des caractéristiques des produits sanguins, et la décision du 10 juillet 2018 définissant les Bonnes Pratiques Transfusionnelles.

Validation : confirmation par des preuves tangibles que les exigences pour une utilisation spécifique ou une application prévue ont été satisfaites.

Véhicule à température dirigée : véhicule réfrigérant, ou frigorifique, ou calorifique, répondant aux dispositions prévues par les textes réglementaires en vigueur.

2. Préambule

L'EFS, acteur de santé publique

2.1. Les activités de l'EFS

Sous tutelle du Ministère des affaires sociales et de la santé, l'Etablissement Français du Sang est un établissement public de l'Etat créé le 1er janvier 2000. Opérateur civil unique de la transfusion sanguine en France, l'EFS veille à la satisfaction des besoins en matière de produits sanguins labiles dans le respect des principes éthiques du don de sang. L'EFS est chargé de promouvoir le don du sang, les conditions de sa bonne utilisation et de veiller au strict respect des principes éthiques par l'ensemble de la chaîne transfusionnelle : un don de sang volontaire, bénévole, et anonyme et l'absence de profit.

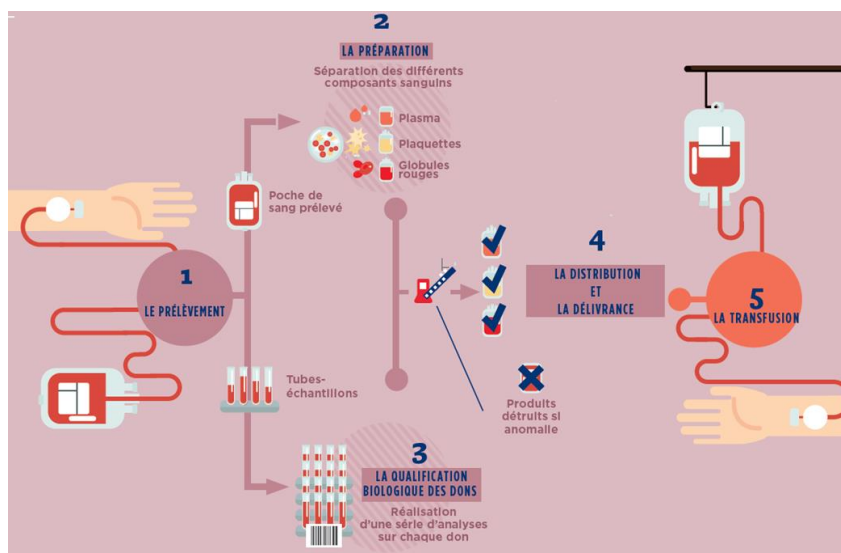
L'EFS participe à soigner 1 million de patients chaque année en approvisionnant 1 500 établissements de santé publics et privés en produits sanguins labiles (PSL) issus de ces dons de sang éthiques.

Afin d'assurer une qualité optimale des produits sanguins préparés, l'EFS adapte en permanence l'activité de transfusion sanguine aux évolutions médicales, scientifiques et technologiques. Il veille au respect des bonnes pratiques transfusionnelles et au développement de la qualité pour tous les processus transfusionnels, de manière à assurer une qualité homogène sur l'ensemble du territoire.

L'EFS assure la gestion du service public transfusionnel et ses activités annexes.

2.2. Les missions principales de l'EFS

Afin de mener à bien sa mission de service public, l'EFS bénéficie d'un monopole pour les activités de collecte du sang, de qualification biologique du don, de préparation, et de distribution des produits sanguins labiles aux établissements de soins privés et publics. Il organise ces activités ainsi que l'activité de délivrance et effectue le contrôle de qualité des produits sanguins.



Parcours d'une poche de sang

1. Le prélèvement

Le prélèvement est assuré dans 127 sites fixes de prélèvement en France ainsi que dans le cadre de 40 000 collectes mobiles organisées chaque année. L'EFS collecte soit du sang total soit certains composants du sang (plasma, plaquettes).

2. La préparation

La poche prélevée est dirigée vers un plateau de préparation. Le sang est séparé en ses différents composants par la centrifugation, puis déleucocyté (filtration des globules blancs véhiculant les virus et certaines bactéries). L'EFS compte 17 plateaux de préparation.

3. Le contrôle qualité

Le contrôle qualité permet de vérifier la conformité des produits préparés par rapport à des références de caractéristiques réglementaires ou des spécifications préétablies.

4. La qualification des dons

Au moment du prélèvement, des tubes sont également recueillis pour effectuer des tests immunologiques et sérologiques. La qualification permet de rechercher la présence des marqueurs viraux et de détecter toute anomalie du sang ou de ses composants. L'EFS compte 4 plateaux de qualification.

5. La distribution et la délivrance

Après vérification de l'absence d'anomalies sur le don ou de réactions positives aux tests de dépistage, les produits sanguins sont distribués aux établissements de santé et attribués au patient sur prescription médicale nominative. La durée de vie des produits est variable : 5 jours pour les plaquettes, 42 pour les concentrés de globules rouges, plusieurs mois pour le plasma congelé.

2.3. Les autres missions de l'EFS

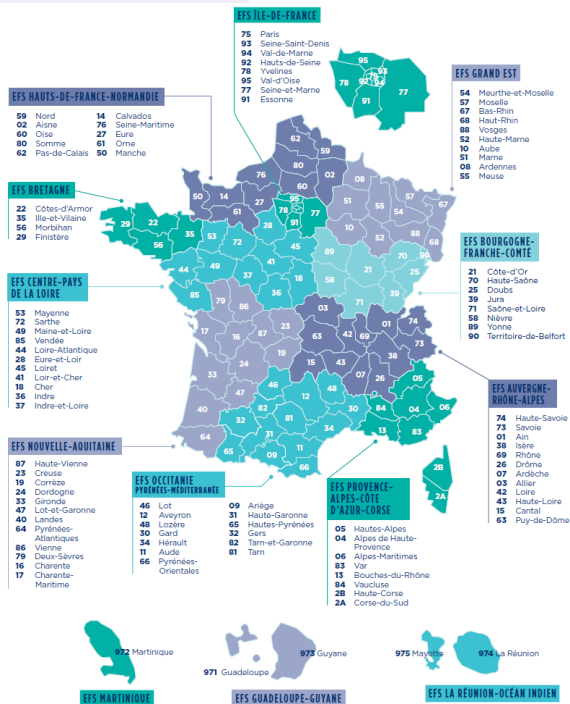
L'EFS a vocation à développer toute activité liée à la transfusion sanguine. Il peut à ce titre être autorisé à fabriquer, importer et exploiter des médicaments dérivés du sang.

L'Etablissement français du sang peut, en outre, à titre accessoire, être autorisé à exercer d'autres activités de santé dont des activités de soins et de laboratoire de biologie médicale. A ce titre l'EFS effectue des examens d'immuno-hématologie "receveur" afin de vérifier la compatibilité entre les caractéristiques du receveur et celles du produit qui lui est destiné.

L'EFS assure également l'approvisionnement en plasma du Laboratoire Français de Fractionnement et des Biotechnologies (LFB) en vue de la fabrication de produits stables. A côté de ces activités de transfusion sanguine, l'EFS s'implique également dans d'autres activités comme l'ingénierie cellulaire, la biologie médicale, la banque de tissus...

2.4. L'organisation de l'EFS Bretagne

L'EFS est composé de 13 établissements de transfusion sanguine, sans personnalité morale répartis sur l'ensemble du territoire français.



Le présent marché public est passé pour les besoins de l'établissement de transfusion sanguine de la région Bretagne.

L'EFS Bretagne est l'un des 13 établissements de transfusion sanguine (ETS) existant actuellement en France, et créé avec l'EFS le 1er janvier 2000.

Pour mener à bien ses nombreuses activités (Médecine Transfusionnelle, Ingénierie Cellulaire, Biologie Médicale, Recherche ...), l'EFS Bretagne s'appuie sur un système formalisé de management et d'organisation certifié ISO 9001 en 2005 et Qualité Santé Sécurité au travail et Environnement (ISO 14001 et OHSAS 18001) depuis 2012.

Organisation et présence sur le territoire :

- 1 siège régional à Rennes
- 6 sites de transfusion : Brest, Lorient, Quimper, St-Brieuc, Vannes et Rennes
- 1 plateau technique à Rennes : préparations des PSL
- 2 laboratoires de production de réactifs à Brest et Rennes

Activité annuelle de prélèvements (données 2022) :

- 143 100 dons de sang
- 29 340 dons de plasma

Partenaires :

- 1 500 collectes dans 310 communes en Bretagne : en communes, en entreprises, dans les administrations, en milieu scolaire, militaires...
- 165 associations de donneurs bénévoles
- 100 000 donneurs actifs (au moins un don effectué dans l'année) dans le fichier
- 197 000 candidatures au don
- 70 établissements de santé desservis en produits sanguins labiles

Effectif total au 30/12/2022 : 472 salariés

3. CONTEXTE DU MARCHE PUBLIC

L'EFS BRETAGNE organise sur l'ensemble de la région Bretagne les activités de collecte (prélèvements des matières premières), de préparation (processus de transformation des matières premières) des produits sanguins labiles à usage thérapeutique et non thérapeutique ainsi que leur distribution aux établissements de soins et à d'autres destinataires.

Dans le cadre de son organisation, l'EFS BRETAGNE s'appuie sur le regroupement de plusieurs sites régionaux qui réalisent les activités de collecte fixe et mobile sur leurs secteurs départementaux. Les sites fixes de l'EFS Bretagne sont les suivants :

- Le site de RENNES localisé Rue Pierre Jean Gineste
- Le site de RENNES La Frébardière
- Le site de SAINT-BRIEUC
- Le site de BREST – La Cavale Blanche
- Le site de BREST – Morvan
- Le site de QUIMPER
- Le site de LORIENT Keryado
- Le site de LORIENT Scorff
- Le site de VANNES

L'ensemble des produits sanguins collectés sur les différents sites de l'EFS BRETAGNE est ensuite centralisé sur le plateau technique de préparation, basé sur le site de RENNES.

Une partie des produits issus de la transformation des matières premières à Rennes sont ensuite distribués sur l'ensemble des sites fixes de l'EFS Bretagne.

4. Objet du marché PUBLIC

Le présent marché public a pour objet la réalisation de prestations de transport urgent routier de produits biologiques pour le compte de l'Etablissement Français du Sang Bretagne.

L'allotissement est le suivant :

- Lot n° 1 : Transports routiers urgents intrarégionaux et interrégionaux au départ du site de **Saint Brieuc** (sans température dirigée)
- Lot n° 2 : Transports routiers urgents intrarégionaux et interrégionaux au départ du site de **Brest** (sans température dirigée)
- Lot n° 3 : Transports routiers urgents intrarégionaux et interrégionaux au départ du site de **Lorient** (sans température dirigée)
- Lot n°4 : Transports routiers urgents intrarégionaux et interrégionaux au départ du site de **Quimper** (sans température dirigée)
- Lot n° 5 : Transports routiers urgents intrarégionaux et interrégionaux au départ du site de **Vannes** (sans température dirigée)

Il s'agit d'une prestation de transport stricto sensu, de chargement et de déchargement de contenants.

Le site de départ est le site fixe de l'EFS Bretagne tel qu'indiqué dans l'objet du lot. Les sites destinataires concernent les autres sites fixes de l'EFS Bretagne. L'ensemble de ces sites sont listés en annexe 1 du CCTP.

A titre exceptionnel, une course urgente à destination d'un site autre qu'un site EFS pourra être demandée (site destinataire en région Bretagne)

5. TEXTES REGLEMENTAIRES ET REFERENTIELS

Les produits étant précieux, fragiles, et potentiellement infectieux, ils devront être transportés dans les conditions définies, et conformément aux exigences définies dans les textes réglementaires suivants :

- Décision du 10 mars 2020 définissant les principes des bonnes pratiques prévues à l'article L.1222-12 du code de la santé publique ;
- Décision du 04 juin 2020 fixant la liste et les caractéristiques des produits sanguins labiles et les décisions suivantes les modifiant ;
- Décision du 7 février 2020 définissant les règles de bonnes pratiques relatives au prélèvement de tissus et de cellules du corps humain sur une personne vivante ou décédée, en vue d'une utilisation thérapeutique ;
- Décision du 27 octobre 2010 définissant les règles de bonnes pratiques relatives à la préparation, à la conservation, au transport, à la distribution, et à la cession des tissus, des cellules et des préparations de thérapie cellulaire ;
- Arrêté du 14 mai 2010 fixant le contenu des informations permettant d'utiliser des éléments et produits du corps humain à des fins thérapeutiques ;
- Arrêté du 29 mai 2009 relatif au transport de marchandises dangereuses par voies terrestres (dit « arrêté TMD »), en application de la réglementation ADR (Accord européen relatif au transport international des marchandises Dangereuses par Route) ;
- Arrêté du 15 mai 2018 fixant les conditions de réalisation des examens de biologie médicale d'immuno-hématologie érythrocytaire
- Norme NF EN ISO 15189 version en vigueur ;
- Code de la route en vigueur.

Le Titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte, loi, décret, arrêté et réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché public.

Toute disposition figurant dans les documents complétés par le Titulaire et contraire aux clauses des pièces constitutives du marché public est réputée non écrite.

6. OBLIGATIONS DU TITULAIRE EN TERME D'ORGANISATION DU TRANSPORT

Pour chacun des lots, le Titulaire présentera l'organisation des transports qu'il met en place pour assurer l'acheminement des produits, en détaillant toutes les phases du transport, depuis la prise en charge des produits jusqu'à leur livraison et les véhicules utilisés pour réaliser les prestations.

Aucun produit, confié par l'EFS ou le donneur d'ordre au Titulaire, ne doit être transporté avec des denrées alimentaires, des déchets, des personnes, des végétaux ou des animaux.

Le titulaire du marché s'engage à ne transporter dans ses véhicules que les produits que l'EFS lui aura confiés.

Le Titulaire doit:

- Garantir la continuité de la livraison en toute circonstance (Obligation de résultat),
- Informer l'EFS de toute modification intervenant dans sa société pendant la période d'exécution du présent marché (structure juridique...),
- Utiliser un véhicule adapté au transport des produits et dans les conditions de température indiquées par l'EFS,
- Réaliser les prestations qui lui sont demandées, dans les conditions maximales de garantie et de sécurité préconisées par la législation en vigueur et le code des transports,
- Réaliser, si nécessaire, toutes les formalités administratives liées au transport des produits,
- Respecter les règlements intérieurs, les protocoles de sécurité de l'EFS, et des autres points de chargement et de déchargement,
- Respecter les conditions de traçabilité (portail extranet), d'intégrité, et de sécurité des produits, de la prise en charge des produits jusqu'au lieu de livraison finale,
- S'organiser de manière à ce qu'aucune activité simultanée n'affecte la qualité de la prestation,
- Verrouiller systématiquement et par défaut les portes d'accès aux différentes enceintes, afin de se prémunir de tout vol en dehors des phases de chargement et déchargement,
- Munir la cabine du chauffeur d'un système d'alerte, si un des compartiments n'est pas verrouillé, ou que la porte d'une enceinte est mal fermée,
- Prévoir des systèmes d'arrimage et/ou de calage qui permettent l'immobilisation des colis à l'intérieur des enceintes, de telle sorte qu'ils ne puissent pas s'entrechoquer, ni se renverser,
- Fournir, tout document, relatif à la sécurité, l'entretien, la prévention de pannes et le système d'arrimage,
- S'engager à ne jamais déconditionner les colis, et à respecter, les pictogrammes, et les conditions de transport de colis,
- Contresigner avec l'Expéditeur, la lettre de voiture, et les bordereaux de transport lors du chargement, confirmant ainsi, le transfert de responsabilité, entre l'Expéditeur et le Titulaire. Il en est de même lors de la phase de déchargement mais avec le destinataire,
- Informer le donneur d'ordre (ou l'expéditeur), de la livraison de chaque produit,
- Respecter la réglementation sanitaire applicable notamment en matière de désinfection,
- Mettre à disposition de son personnel, dans chaque véhicule :
 - les consignes à appliquer par le conducteur en cas d'accident ou d'incident,
 - les kits de sécurité, pour intervenir en cas d'Accident avec Exposition au Sang – AES : papier absorbant, détergent / désinfectant, gants, sacs poubelles pour les produits éclatés, etc. Il veille à la validité des produits désinfectants mis à disposition,
- La tenue générale des chauffeurs doit être compatible avec l'hygiène exigée vis-à-vis des produits transportés,

- Le chauffeur devra être facilement identifiable à minima, par le port d'un badge mentionnant son nom, son prénom et le nom de la société,
- Il doit veiller à la présence permanente des documents à bord de tous les véhicules affectés au transport de produits biologiques d'origine humaine,
- Informer le médecin du travail de la nature des risques encourus par son personnel du fait de la nature des produits transportés,
- En cas de sinistre, restitué à l'EFS la marchandise altérée,
- En cas d'empêchement du transport, le Titulaire est tenu de demander des instructions à l'EFS et, par défaut, de prendre les mesures dans l'intérêt de celui-ci pour la conservation et/ou le réacheminement de la marchandise (avis immédiat),
- Est responsable des dommages résultant d'une trop grande compacité du chargement ou d'une mauvaise disposition de la marchandise.

Un Smartphone [version IOS configuration requise IOS13 minimum_Version Android 10 et 11] est affecté à chaque tournée afin que le conducteur puisse utiliser l'application mobile de suivi des tournées mise à disposition par l'EFS.

L'utilisation de l'application mobile fournie par l'EFS sera obligatoire pour le suivi de l'exécution de la course.

Rappel : Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de la société Titulaire du marché (Article 28 du CCAG-FCS).

7. INFORMATIONS COMMUNIQUEES AU PERSONNEL

Le Titulaire s'engage à informer son personnel des conditions d'exécution de ce marché.

Les informations portent au moins sur :

- La définition des différents produits transportés,
- La qualité des différents produits transportés,
- Les risques liés aux produits transportés (biologiques, chimiques...),
- Les règles de chargement et déchargement d'un véhicule sous température dirigée, le cas échéant,
- Les conditions de transport et de stockage des produits transportés,
- Les obligations relatives au transport,
- La conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident,
- Les règles de lavage et désinfection des véhicules du fait de la nature des produits transportés,
- Le protocole de sécurité.

Les informations doivent faire l'objet d'une évaluation/mise à jour régulière et doivent être enregistrées. Le manquement à cette obligation fera l'objet d'une Fiche de Non-conformité, et le cas échéant, d'une pénalité.

Commenté [BPC1]: Vérifier si la pénalité figure bien dans le CCAP et si elle est conformément décrite.

Le Titulaire devra s'assurer de la sensibilisation de tout nouveau chauffeur arrivant.

Une liste des chauffeurs habilités est établie et tenue à jour par le Titulaire qui en adressera copie à l'EFS à chaque changement.

Le titulaire s'engage à ce que son personnel n'ouvre pas les colis et qu'il respecte les règles de transport définies dans les présentes exigences techniques.

8. DEVELOPPEMENT DURABLE

Soucieux de s'inscrire dans une démarche d'achat « durable » et « éco-responsable », l'EFS est attentif à toute démarche de développement durable que le candidat met en place.

Pour se faire, le candidat aura nécessairement indiqué dans son offre, de quelle manière il mène une politique de protection et de mise en valeur de l'environnement, dans le cadre de l'exécution des présentes prestations.

Par ailleurs, le Titulaire indique si le personnel employé est sensibilisé, et si le matériel proposé présente des caractéristiques techniques respectueuses de la protection de l'environnement.

A cet égard, il est indiqué dans son offre :

- Formation des chauffeurs à l'éco-conduite,
- Sensibilisation des chauffeurs au risque routier,
- Et toutes autres mesures visant au respect de l'environnement.

INTERLOCUTEURS

Pour chacun des lots, le Titulaire doit présenter un chef d'équipe et un responsable en charge de l'exécution du présent marché public. Il est l'interface directe dans l'exploitation quotidienne de l'activité. Il coordonne ses collaborateurs, les matériels et communique en temps réel avec le RPA sur l'ensemble des informations et gestion documentaire à lui transmettre.

Le titulaire devra mettre à disposition une liste des contacts (numéro de téléphone, email, etc.) sur laquelle, sont identifiés les responsables à contacter en cas de nécessité, dont les personnes joignables 24H/24 et 7J/7.

Le Titulaire s'engage à informer l'EFS, sans délai, par téléphone, avec confirmation par mail, de tout acte de malveillance, de négligence, ou de tout incident, mettant en péril la sécurité, et l'intégrité des produits détenus pour le compte de l'EFS. Un rapport détaillé et circonstancié devra être également transmis à l'EFS.

9. MANAGEMENT DE LA QUALITE

9.1. Réunions de suivi

A compter de la date de notification, au moins une réunion de mise en place est organisée avec le Titulaire, et l'EFS, cours de laquelle sont définis :

- La procédure opérationnelle (se familiariser avec elle),
- Le système de traçabilité du Titulaire (Géolocalisation et extranet),
- La liste des interlocuteurs impliqués dans l'exécution du marché par l'EFS et le Titulaire, les lieux précis d'enlèvement, livraison, stockage, pour chaque site,
- Les documents relatifs au transport (bordereaux, étiquettes de transport),
- Les modalités de facturation,
- La liste des indicateurs de suivi, objets et date des prochaines réunions, le traitement des anomalies,
- Les consignes applicables.

9.2. Traitement des anomalies

Toute anomalie constatée (pour non-respect des délais, des modes opératoires, défaut de traçabilité, retards, etc...) par l'EFS ou le Titulaire fera l'objet de la rédaction d'une Fiche de déclaration de non-conformité.

Dans le cas de sinistres, des photographies numériques des anomalies relevées seront également jointes à cette fiche.

Le Titulaire s'engage à répondre aux fiches de non-conformités déclarées et transmises par l'EFS dans un délai de 24 heures ouvrées maximum à compter de sa réception.

Un indicateur permet de suivre la récurrence ou la gravité des anomalies.

Les anomalies constatées par le Titulaire, doivent être signalées (par mail /téléphone) à tous les acteurs impliqués, notamment au service logistique l'EFS Bretagne dans les 12 heures ouvrées, suivant l'évènement.

Pour toute prestation non-conforme, le Titulaire devra :

- En informer l'EFS dans les meilleurs délais,
- Gérer la non-conformité dans le respect de la réglementation des transports en vigueur,
- Ne pas prendre d'initiative unilatérale,
- Attendre les recommandations de l'EFS,
- Garder soigneusement tous les documents pouvant servir de preuve,
- Transmettre à l'EFS tous les documents demandés.

Dans le cas où, une non-conformité engagerait la seule responsabilité du Titulaire, tous les frais engendrés seront à sa charge exclusive et feront l'objet d'une facturation.

Commenté [BPC2]: Enlever le saut de page ci après

Commenté [PN3R2]: Voir avec Amandine

10. GESTION DES ALEAS

Tout écart de quantité, ou toute anomalie constatée, de la prise en charge de la marchandise, jusqu'au lieu de destination finale, doit être signalée sans délai à l'EFS par le Titulaire.

Tout incident fait l'objet d'un compte-rendu immédiat transmis à l'EFS.

En cas d'effets indésirables (dommages, pannes, accidents, retards ...), le titulaire devra présenter dans son offre les mesures et matériels adéquats. Il devra proposer la ou les organisations alternatives qu'il compte mettre en œuvre de manière à garantir la reprise de ses activités critiques (Plan de Continuité d'Activité).

Lors d'un contrôle de police ou de douane si l'ouverture d'un ou de plusieurs colis est demandée, le préposé du titulaire doit en avertir préalablement l'EFS, dans la mesure du possible. L'ouverture du ou des colis, le cas échéant, sera annoté sur les documents de transport (feuille de route ou lettre de voiture).

10.1. PANNE MINEURE SUR LE VÉHICULE

Le Titulaire doit fournir une estimation du retard et avertir l'expéditeur.

10.2. PANNE MAJEURE SUR LE VÉHICULE

Le Titulaire devra disposer d'un véhicule back-up de remplacement identique au véhicule principal qui effectue la tournée (volumes, charge utile, nombre de compartiments, outils de traçabilité x2, etc ...)

Pour l'ensemble des lots, le Titulaire doit immédiatement disposer d'un véhicule de remplacement et le mettre à la route sans délai.

Il doit communiquer dans ce cas, au donneur d'ordre la procédure de transfert qu'il a établi, et la conduite à tenir destinée au chauffeur.

10.3. RETARD IMPORTANT OU INTEMPÉRIES

Le chauffeur doit disposer d'un outil, permettant d'accéder aux informations du trafic en temps réel.

Le chauffeur doit disposer d'un itinéraire alternatif, et d'une liste de personnes à contacter avec leurs numéros de téléphone; cette liste sera définie lors de la mise en place du marché.

10.4. SURVENANCE D'ACCIDENT

Si le chauffeur est conscient, il doit disposer d'une liste de personnes à contacter avec leurs numéros de téléphone,

Si le chauffeur est inconscient, à l'intérieur du véhicule doit être mise en évidence une information sur la conduite à tenir, à l'intention de la première personne arrivant sur le lieu de l'accident.

Commenté [BPC4]: Enlever à la fin de cette phrase le saut de page...

Commenté [PN5R4]: Voir avec Amandine

Le Titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte, loi, décret, arrêté et réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché public.

Toute disposition figurant dans les documents complétés par le Titulaire et contraire aux clauses des pièces constitutives du marché public est réputée non écrite.

Le titulaire et l'EFS Bretagne établiront en commun un protocole de sécurité annuel pour les sites concernés par la prestation régulière.

Pour les prestations exceptionnelles, un protocole de sécurité **ponctuel** sera rédigé.

Commenté [BPC6]: Enlever le saut de page ci après

12. SPECIFICITES TECHNIQUES DES LOTS 1 à 5 : TRANSPORT ROUTIER URGENT AU DEPART DU SITE EFS DE Saint Brieuc, Brest, Quimper ; Lorient et Vannes (Température ambiante : +4°C / +30°C)

12.1 CARACTÉRISTIQUES DES PRODUITS A TRANSPORTER

Les produits transportés sont notamment les suivants :

Produits	Emballages	Rappels T° de conservation pour le transport
Plaquettes	Contenant isotherme adapté au produit, fourni, conditionné et scellé par l'EFS	+4°C / + 30°C
Plasmas	Contenant isotherme adapté au produit, fourni, conditionné et scellé par l'EFS	+4°C / + 30°C
CGR	Contenant isotherme adapté au produit, fourni, conditionné et scellé par l'EFS	+4°C / + 30°C

A titre exceptionnel, des produits sanguins dérivés pourront se rajouter (températures de transport compatibles).

Les produits mentionnés dans les tableaux ci-dessus, et emballés aux soins des personnels de l'EFS, devront être transportés dans les véhicules dans le respect des températures mentionnées dans ces mêmes tableaux.

Les variations de températures en dehors des limites fixées, et occasionnées lors du transport des produits peuvent être à l'origine d'une détérioration de la qualité des produits.

Les opérations de transport doivent faire l'objet d'un contrôle régulier par le titulaire, garantissant ainsi une continuité des températures.

L'ensemble des conteneurs utilisés pour le transport des produits est fourni par l'EFS.

Un témoin d'inviolabilité est apposé par les personnels de l'EFS lors de la préparation des colis. Dans tous les cas, le conditionnement est effectué par les personnels de l'EFS, et relève de leur responsabilité.

Avant tout enlèvement, la vérification du conditionnement, de l'emballage, du marquage et de l'étiquetage du colis incombe aux personnels de l'EFS. En cas d'anomalie constatée lors de l'enlèvement d'un colis, le titulaire est en droit de demander aux personnels de l'EFS la réfaction de l'emballage du colis.

12.2 OBLIGATIONS DE L'EXPEDITEUR

Les demandes de prestations font l'objet d'un appel téléphonique et d'une confirmation par mail.

Un bon de transport sera alors transmis par l'EFS au Titulaire précisant notamment les éléments suivants :

- la référence correspondant au présent marché public en mentionnant explicitement son numéro,
- la désignation et l'adresse du service expéditeur des produits,
- la désignation et l'adresse du service destinataire des produits,
- les conditions particulières d'exécution,
- le délai d'exécution.

La préparation des produits à expédier est effectuée par l'expéditeur. Celui-ci réalisera l'étiquetage de chaque contenant pour permettre l'identification des produits transportés et comportera à titre d'exemple, les informations suivantes :

- Le nom, l'adresse, les coordonnées téléphoniques et le mail de l'expéditeur,
- Le nom, l'adresse, les coordonnées téléphoniques et de télécopie de l'établissement destinataire,
- La mention : « transfusion : produit sanguin » suivie de la nature des produits et de leur nombre,
- Les températures de conservation,
- La mention à « préserver des chocs physiques ou thermiques »,
- La mention « en cas d'accident ou d'incident durant le transport, prévenir immédiatement l'expéditeur ».

Le conditionnement des produits est de la responsabilité de l'EFS Bretagne.

L'expéditeur veille à ce que les produits soient prêts à l'heure d'enlèvement prévue afin de limiter l'attente du Titulaire.

Dans le cas où le transporteur est en avance, il est possible qu'il attende la préparation de l'expédition en cours.

L'enlèvement des produits par le Titulaire s'effectue en présence d'un membre autorisé de l'EFS Bretagne.

A chaque enlèvement, l'expéditeur signe un bordereau de transport. Il sera à fournir par le Titulaire.

Si besoin, des renseignements complémentaires peuvent être donnés au chauffeur au moment de l'enlèvement des produits.

La remise au transporteur des produits signifie le début du transport.

12.3 MOYENS MIS EN ŒUVRE PAR LE TITULAIRE POUR L'EXECUTION DES PRESTATIONS

12.3.1

Organisation

Les moyens humains et techniques mis à disposition par le titulaire du marché public doivent permettre d'assurer la continuité des prestations qui lui sont confiées, y compris en cas d'incident (véhicules de remplacement, chauffeurs suppléants formés).

Le titulaire s'engage à pouvoir mettre à disposition les moyens adaptés à la réalisation des prestations. Il définira donc les moyens prévus. Le titulaire devra également indiquer les moyens supplémentaires pouvant être mis à disposition rapidement afin d'assurer l'exécution de la prestation en cas de dysfonctionnement. Les délais de mise à disposition doivent être estimés ainsi que l'organisation pour mettre à disposition ces moyens humains et matériels.

12.3.2

Délais d'exécution des prestations

Les délais d'exécution des prestations sont les suivants :

- Demande d'enlèvement par l'expéditeur au Titulaire : 1 heure au plus tard avant l'enlèvement des produits. Toutefois, dans certains cas, un enlèvement dans les 30 minutes à compter de la demande peut être nécessaire. Le Titulaire doit dès lors indiquer dans son offre s'il est en mesure de s'engager sur un tel délai.
- Enlèvement des produits par le Titulaire sur le site expéditeur : 1 heure maximum après la demande (idéalement 30 minutes selon l'engagement du Titulaire).

Le point de départ du délai commence à compter de l'appel téléphonique au Titulaire, confirmé par mail.

- Livraison des produits par le Titulaire au destinataire : livraison directe au destinataire.

Les courses pourront être demandées par l'EFS Bretagne au Titulaire, 7J/7, 365J/365 et 24H/24.

Le contenant servant au transport devra être restitué au site EFS expéditeur dès achèvement de la prestation de transport.

Les transports sont à effectuer très majoritairement entre les différents sites de l'EFS Bretagne et à destination des autres sites EFS bretons.

Exceptionnellement, des transports pourraient être demandées au départ des différents sites de l'EFS Bretagne vers un site EFS hors Bretagne (EX : Bordeaux, Angers, Paris, Marseille, etc...).

12.3.3

Véhicules

- Les véhicules, matériels et équipements utilisés par le titulaire pour l'exécution du marché public doivent être :

- o En bon état d'aspect et de fonctionnement (carrosserie, mécanique, caisse),
- o Compatibles avec la nature des produits transportés,
- o le coffre ou compartiment de transport doit être d'une capacité minimum de 250 litres et doit être séparé par une paroi fixe (pleine ou pas), du poste de conduite du véhicule,
- o Faire l'objet d'une maintenance selon un programme de contrôles systématiques et réguliers.

- Le véhicule devra également être équipé d'un téléphone portable qui permettra aux personnels de l'EFS de contacter le chauffeur lors du transport, en cas de besoin.
- Le titulaire s'engage à fournir un véhicule nettoyé et désinfecté selon la procédure transmise indiquée dans le cadre de réponse remis dans son offre et validée par l'EFS.
- Chaque véhicule doit être équipé d'une mallette de **première** intervention contenant les produits préconisés par l'EFS ainsi que les consignes de sécurité. Le descriptif de cette mallette est détaillé en annexe 2 du présent document. Le kit doit être vérifié périodiquement et complété après chaque utilisation. Les personnels de l'EFS pourront vérifier à tout moment la présence du kit dans le véhicule.
- En cas d'épandage de produits sanguins, chaque véhicule doit être équipé d'un kit dont le descriptif est détaillé en annexe 3 du présent document. Le kit doit être vérifié périodiquement et complété après chaque utilisation.
- le véhicule devra nécessairement respecter une température de conservation qui devra être comprise entre 4 °C et + 30°C.

Commenté [BPC7]: Pénalité à mettre pour ce sujet ?

Commenté [PN8R7]: Voir avec Samuel

12.3.4

Documents à fournir

Le titulaire doit renseigner les documents suivants lors de chaque transport :

- Un bordereau de transport désignant entre autres la nature de la marchandise, la température de conservation du produit, le nombre de colis, les heures d'enlèvements et de livraisons sur les sites,
- Une lettre de voiture.

Un exemplaire de ces deux documents :

- doit être remise au site destinataire
- doit être jointe à la facture.

Le titulaire doit pouvoir mettre transmettre à l'EFS, à sa demande, dans les 3 jours ouvrés, les documents suivants :

- Copies des carnets d'entretien des véhicules ;
- Copies des cartes grises des véhicules ;
- Liste des chauffeurs, copie des permis de conduire et attestations de formation ;
- Procédure de nettoyage des véhicules ;

12.3.5

Traçabilité

Le titulaire doit être en mesure de fournir à l'EFS, sur simple demande et pendant une durée de cinq ans, les documents :

- Le bordereau de transport mentionnant la nature des produits, le nombre de colis, les coordonnées de l'expéditeur et du destinataire,
- La lettre de voiture.

PARTIE 1 - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

1.1. Objet du marché public

Le présent marché public a pour objet le transport urgent par voie routière de produits sanguins labiles pour l'EFS Bretagne.

Il s'agit d'une prestation de transport stricto sensu, de chargement et de déchargement de contenants.

Le site de départ est le site fixe de l'EFS Bretagne tel qu'indiqué dans l'objet du lot. Les sites destinataires concernent les autres sites fixes de l'EFS Bretagne. L'ensemble de ces sites sont listés en annexe 1 du présent document.

A titre exceptionnel, une course urgente à destination d'un site autre qu'un site EFS pourra être demandée (site destinataire en région Bretagne)

1.2. Procédure de passation

Le marché public est passé selon la procédure adaptée conformément aux dispositions des articles L2123-1 et R2123-1, R2123-4 à R2123-7 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R2133-1 2° du Code de la Commande Publique, les lots 04 et 08 seront passés sous forme de procédure adaptée ces derniers ne dépassant pas 80 000 € HT chacun et le montant cumulé de ces derniers n'excédant pas les 20% de la valeur totale estimée de tous les lots.

1.3. Marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires

Le marché public pourra faire l'objet d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires en application et dans les conditions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

1.4. Allotissement

La présente consultation est allotie en 8 lots, chaque lot donnant lieu à un marché public, conformément aux dispositions des articles L.2113-10 et R.2113-1 à R.2113-3 du Code de la commande publique.

La consultation fait l'objet de l'allotissement suivant :

- lot n°1 : Courses urgentes au départ de Saint-Brieuc à destination des sites EFS Bretagne
- lot n°2 : Courses urgentes au départ de Brest à destination des sites EFS Bretagne
- lot n°3 : Courses urgentes au départ de Quimper à destination des sites EFS Bretagne
- lot n°4 : Courses urgentes au départ de Lorient à destination des sites EFS Bretagne
- lot n°5 : Courses urgentes au départ de Vannes à destination des sites EFS Bretagne

Les lots suivants ont été attribués lors d'une précédente procédure d'appel d'offres ouvert :

- lot n°1 : Transports routiers intrarégionaux programmés avec véhicule tri-températures dirigées (4 compartiments : -25°C - +5°C + 22°C – ambiant) est en cours d'attribution,
- lot n°2 : Transports routiers intrarégionaux programmés avec température climatisée (entre +18°C et +30°C) a été notifié le 09 janvier 2025,
- lot n°3 : Transports routiers urgents à J+0 au départ du site de Rennes (sans température dirigée, intrarégionaux et interrégionaux) a été notifié le 09 janvier 2025.

Les opérateurs économiques peuvent présenter des offres pour un ou plusieurs lots.

1.5. Forme du marché public

Il s'agit d'un accord-cadre fixant toutes les stipulations contractuelles et exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande (articles R.2162-2 alinéa 2, R.2162-4, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique).

Les montants maximums sur toute la durée du marché sont les suivants :

Lots	Description	Maximum Sur toute la durée du marché reconductions comprises
1	Courses urgentes au départ de Saint-Brieuc à destination des sites EFS Bretagne	15 680 € HT
2	Courses urgentes au départ de Brest à destination des sites EFS Bretagne	78 400 € HT
3	Courses urgentes au départ de Quimper à destination des sites EFS Bretagne	5 600 € HT
4	Courses urgentes au départ de Lorient à destination des sites EFS Bretagne	28 000 € HT
5	Courses urgentes au départ de Vannes à destination des sites EFS Bretagne	4 480 € HT

Pour information les lots ayant fait l'objet d'une procédure antérieure soit les lots 1, 2 et 3 ont pour montants estimatifs :

Lots	Description	Maximum Sur toute la durée du marché reconductions comprises
1	Transports routiers programmés (navettes) sous température dirigée	1 850 000 € HT
2	Transports routiers programmés avec maintien en température (entre +18°C et +30°C)	400 000 € HT
3	Transports routiers urgents au départ du site de Rennes (sans température dirigée)	200 000€ HT

1.6. Estimation du marché public

Les quantités estimatives sont indiquées pour chacun des lots dans le DQE (Détail Quantitatif Estimatif). Il s'agit de quantités estimatives, elles ne sont pas contractuelles et n'engagent en rien l'EFS Bretagne.

L'estimation des différents lots est la suivante :

- Lot 01 : Courses urgentes au départ de Saint-Brieuc à destination des sites EFS Bretagne : 1 960 € HT,
- Lot 02 : Courses urgentes au départ de Brest à destination des sites EFS Bretagne : 9 800 € HT,
- Lot 03 : Courses urgentes au départ de Quimper à destination des sites EFS Bretagne : 700 € HT,
- Lot 04 : Courses urgentes au départ de Lorient à destination des sites EFS Bretagne : 3 500 € HT,
- Lot 05 : Courses urgentes au départ de Vannes à destination des sites EFS Bretagne 560 € HT.

1.7. Durée du marché public

Pour les lots 01, 03, 04 et 05 :

Le présent marché public est conclu pour une première période initiale d'une durée de 12 mois à compter du 07 décembre 2025 sauf si la date de notification est ultérieure à compter de celle-ci.

A l'issue de cette première période contractuelle de 12 mois, le marché public est reconductible expressément trois fois par périodes de 12 mois, sans que sa durée totale puisse excéder 48 mois.

Pour le lot 02, courses urgentes au départ de Brest :

Le présent marché public est conclu pour une première période initiale d'une durée de 12 mois à compter du 08 décembre 2025 sauf si la date de notification est ultérieure à compter de celle-ci.

A l'issue de cette première période contractuelle de 12 mois, le marché public est reconductible expressément trois fois par périodes de 12 mois, sans que sa durée totale puisse excéder 48 mois.

Le RPA informe par écrit le Titulaire de son intention de reconduire ou non le marché public. Il en informe le Titulaire par courrier avec accusé de réception 3 mois avant la date d'échéance.

Le Titulaire ne peut refuser la reconduction. Il reste tenu par son engagement pour la durée totale du marché public, soit 48 mois maximum.

En l'absence de reconduction, le marché public s'éteindra de plein droit sans que le Titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Les délais d'exécution fixés par les bons de commande sont impératifs.

Le Titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande dont les délais d'exécution vont au-delà de la durée du marché public dès lors que ceux-ci lui ont été notifiés avant l'expiration de cette dernière, et ce, dans la limite de trois mois à compter de la date d'échéance du marché public.

1.8. Langue d'exécution du marché public

1.8.1. Principe

La langue dans laquelle est exécuté le présent marché public est le français, tant pour les échanges verbaux que pour les communications écrites.

S'ils ne sont pas rédigés en français, les documents du marché public sont accompagnés d'une traduction en français.

1.8.2. Obligations du Titulaire en matière d'interprétariat

En application des dispositions de l'article R.4511-5 du code du travail, faute de maîtrise suffisante de la langue française permettant d'une part la compréhension des informations relatives aux mesures de prévention et de sécurité, et d'autre part la bonne exécution des prestations attendues par le personnel affecté à l'exécution du marché public, le Titulaire pourra être tenu, suite à l'information préalable du pouvoir adjudicateur, de veiller à l'intervention d'un interprète qualifié dans les langues concernées.

La prise en charge des frais d'interprétariat se fera aux seuls frais du Titulaire.

1.8.3. Défaut de recours à un interprète

En cas de carence constatée ou du défaut de preuve de la qualification d'un interprète, le pouvoir adjudicateur désigne un ou des interprètes de son choix. Les frais consécutifs seront comptabilisés comme pénalités au titre de l'article afférent au présent CCAP. De plus, après mise en demeure restée sans effet, la résiliation du marché pourrait être prononcée aux frais et risques du Titulaire.

1.9. Pièces constitutives du marché public

Le marché public est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre d'importance décroissant suivant :

- L'acte d'engagement valant Cahier des Clauses Particulières (AE valant CCP) et ses annexes notamment l'annexe financière
- Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de Fournitures ; courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 en vigueur à la date de notification du présent marché public ;
- La Proposition technique du Titulaire

Par dérogation à l'article 1er du CCAG FCS, le présent document ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG FCS.

Hormis le CCAG FCS applicable, l'exemplaire original des pièces énumérées ci-dessus, conservé par le RPA, fait seul foi. Le Titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG FCS applicable bien qu'il ne soit pas matériellement joint au présent CCAP.

Toute clause des conditions générales de vente du Titulaire contraire aux dispositions du présent document est réputée non écrite.

De façon générale, aucune réserve ou condition qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de la Proposition puis durant l'exécution du marché public ne sera admise. Le Titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives du marché public désignées au présent article.

1.10. Exécution du marché public

1.10.1. Développement durable

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental de son transport. Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions.

1.10.2. Modalités d'exécution de l'accord-cadre donnant lieu à l'émission de bons de commande

1.10.2.1. Emission des bons de commande

L'accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande établis par le RPA et transmis au Titulaire par tout moyen permettant de leur donner date de réception certaine.

Les bons de commande sont émis à tout moment, à compter de la date de notification de l'accord-cadre. Ils indiquent :

- Le numéro d'enregistrement du présent accord-cadre
- La durée de validité du bon de commande
- La nature, les références et les quantités de Services concernées
- Le prix unitaire contractuel HT des Services
- Le montant total HT du bon de commande
- Le taux et le montant de la TVA
- Le lieu de livraison et la date d'exécution souhaitée
- Eventuellement, les conditions particulières d'exécution des Services.

1.10.2.2. Délais d'exécution des bons de commande

Les délais d'exécution sont fixés conformément aux engagements contractuels.

Le contenu des bons de commande est impératif.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG FCS, à compter de la réception de la commande, le Titulaire dispose d'un délai de 2 jours ouvrés pour émettre des observations, par écrit au service Achats/Approvisionnements.

Le Titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande dont les délais d'exécution vont au-delà de la durée du marché public dès lors que ceux-ci lui ont été notifiés avant l'expiration de cette dernière, et ce, dans la limite de trois (3) mois à compter de la date d'échéance du marché public. Le prix de règlement est le prix en vigueur à la date de commande.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG FCS, en cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'un bon de commande, le Titulaire en avertit l'Etablissement concerné dans les plus brefs délais. Le Titulaire lui adresse un courrier de confirmation motivé explicitant de manière détaillée et vérifiable la nature de ces difficultés. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution.

1.11. Perte des Fournitures

2.11.1 Pertes avérées

Tout constat de perte avérée d'un ou de plusieurs colis, quelle que soit la quantité, doit être immédiatement signalé à l'EFS, en précisant les produits, quantités, lieu présumé de la disparition ou du transport, etc.

2.11.2 Pertes partielles

Le non-respect strict pendant le transport, des températures de conservation indiquées lors de la demande de transport, pour les produits mentionnés, peut entraîner l'obligation de la disqualification desdits produits, une mise en quarantaine en vue d'un déclassement ultérieur, voire leur destruction définitive. Dans ce cas, le Titulaire, indemnise l'EFS de la perte des produits.

2.11.3 Pertes totales

Le Titulaire, est tenu pour responsable, des pertes totales, constatées lors de la livraison, et cette présomption, subsiste, tant qu'il n'a pas rapporté la preuve certaine, que le dommage provient du vice propre de la marchandise, de la force majeure, ou d'une faute de l'expéditeur.

Les conditions atmosphériques, ne relèvent de la force majeure, que si leur intensité a été exceptionnelle, eu égard, à la période de l'année, au lieu, et, aux moyennes constatées.

Sont considérés comme effets des catastrophes naturelles, en application de l'article L. 125-1 alinéa 3 du code des assurances, les dommages matériels directs non assurables ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises.

En cas de perte totale ou partielle, les produits, sont remboursés pour chaque typologie de produit, selon le prix de cession, en vigueur, selon les dernières modifications notifiées au Journal officiel. La marchandise altérée, doit impérativement, être restituée par le Titulaire à l'EFS, après accord de ce dernier.

L'EFS prend toutes les dispositions utiles, en vue de la conservation des produits, qu'il gardera, jusqu'à la visite de l'expert mandaté par le Titulaire dans un délai d'une semaine. Au-delà de ce délai, l'EFS est en droit de les détruire et les facturer au Titulaire pour compensation.

1.12. Pénalités

En cas d'application de la présente clause, le Titulaire encourt, de plein droit, et sans mise en demeure préalable, les pénalités prévues au présent article, sans préjudice du non-paiement, pour absence de service fait, des Fournitures non livrées.

Les pénalités éventuelles dont le Titulaire peut être redevable sont déduites du montant du marché public révisé ou actualisé TTC ou des factures correspondantes aux bons de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, aucune exonération de pénalité n'est prévue.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total des pénalités n'est pas plafonné.

En cas de résiliation du marché public, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

Le montant des pénalités est déduit du règlement des factures présentées par le Titulaire du marché, sans mise en demeure préalable.

1.12.1. Pénalités liées aux prestations

Les pénalités applicables sont les suivantes :

- ✓ Non-respect des normes (chauffeur non habilité ou véhicule non conforme au marché): 2X le coût de la prestation concernée,
- ✓ Non-prise en charge d'un circuit ou d'une course : 2X le coût de la prestation concernée,
- ✓ Absence de passage sur un site prévu au circuit : 2X le coût de la prestation concernée,
- ✓ Non-respect du délai maximum pour la prise en charge d'une course : 1% du montant de la course considérée par minute de retard et dès la première minute de retard. Si l'application de cette pénalité conduit à un montant inférieur à 40 €, alors la pénalité appliquée sera de 40 €.
- ✓ Oubli du colis : prix du transport.

1.12.2. Pénalités pour mauvaise exécution

En cas de manquement grave ou répété du Titulaire dans l'exécution des prestations, l'EFS pourra lui appliquer une pénalité forfaitaire de 100 € par manquement constaté.

Sont par exemple considérés comme des manquements susceptibles d'entraîner l'application de cette pénalité forfaitaire :

- Non communication à l'EFS d'un retard de la prestation suite à un événement extérieur (trafic, accident, fermeture voie d'accès ...) tel que décrit dans les exigences techniques, pénalité appliquée à partir du 1er manquement constaté.
- Non-respect des températures de transport/stockage telles que décrites dans les exigences techniques, pénalité appliquée à partir du 1er manquement constaté, le montant de la pénalité appliquée correspondra au montant de la valeur du/des produit(s) concerné(s) qui sera(ont) détruit(s) à cause de ce non-respect,
- Non-respect des procédures EFS telles que décrites dans les exigences techniques, pénalité appliquée à partir du 1er manquement constaté,
- Absence/retard de réponse et/ou d'action de corrective à une fiche de non-conformité transmise par l'EFS dans un délai de 7 jours calendaires, pénalité appliquée suite à deux relances de la part de l'EFS sans réponse de la part du Titulaire.
- Non communication dans les délais imposés des documents exigés dans le marché public et nécessaires à l'activité de l'EFS suite à deux relances de la part de l'EFS sans réponse de la part du Titulaire,

1.12.3. Pénalité pour non-respect des obligations du Titulaire en matière d'interprétariat

En cas de non-respect des obligations en matière d'interprétariat ou de défaut de preuve de la qualification de l'interprète, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité correspondant aux frais consécutifs pour le pouvoir adjudicateur, assortie d'une pénalité forfaitaire de 100 euros par jour de carence constaté.

1.13. Sous-traitance

En application des articles L.2193-4, R.2193-3 et R.2193-4 du code de la commande publique, il est rappelé que tout sous-traitant doit préalablement à son intervention au titre du marché public être déclaré à l'EFS afin d'être accepté et que ses conditions de paiement soient éventuellement agréées.

Dans ce cas, le Titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur une déclaration (ou DC4) mentionnant notamment:

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant équivalentes à celles demandées au titulaire

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Si le montant des prestations sous-traitées dépasse 600 € TTC, un RIB original du sous-traitant doit également être fourni avec la déclaration.

1.14. Modifications du marché public

1.14.1. Modifications relatives au Titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer le RPA par écrit et communiquer un extrait du registre du commerce et des sociétés mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

Le marché public ne pourra en aucun cas, faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, sauf accord écrit et préalable du RPA. De même, le transfert du marché public à la société née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du RPA.

Dans ces cas, le Titulaire doit en informer le RPA dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent
- Une copie de l'annonce légale
- Les attestations fiscales
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail

- Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société cessionnaire
- Un relevé des nouvelles coordonnées bancaires de la société cessionnaire
- Un numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>
- Les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au Titulaire du marché public.

La cession du marché public acceptée par le RPA fera l'objet d'un avenant conclu entre le RPA, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché public au nouveau Titulaire.

1.14.2. Clause de réexamen

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le RPA pourra, sans que nécessairement un avenant soit conclu :

- Emettre un bon de commande auprès d'un autre fournisseur en cas d'impossibilité pour le titulaire du présent marché d'exécuter les prestations, dans la limite fixée à l'article R.2194-5 du code de la commande publique ;
- Accepter temporairement un rallongement des délais d'exécution du marché.

Pour l'application du présent article, le Titulaire doit au préalable notifier par écrit au RPA les éléments explicatifs relatifs aux circonstances imprévisibles et leur impact sur le marché public.

L'accord du RPA est notifié au Titulaire.

1.14.3. Suspension du marché en cas de circonstances imprévisibles

Il sera fait application de l'article 24 du CCAG FCS.

1.14.4. Evolutions administratives

Au cours de l'exécution du marché public, le Titulaire informe par écrit le RPA de toute modification de désignation ou de référence de Services objets du présent marché public.

Le RPA prend acte de la modification demandée par courrier recommandé avec accusé de réception, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant dès lors que la modification souhaitée n'a pour objet que la stricte correction d'une erreur matérielle dans la désignation ou dans l'indication des références des Services considérés, ou l'attribution d'une nouvelle référence à ces services dont la nature et le prix demeurent par ailleurs inchangés.

1.15. Défaillance du Titulaire

En cas de non exécution du Service, de retard ou d'exécution partielle, pour quelque motif que ce soit, et faute d'accord entre les deux parties, l'EFS se réserve le droit de faire appel au prestataire de son choix pour suppléer à la défaillance du Titulaire, aux frais et risques du Titulaire, sans qu'une décision de résiliation aux frais et risques ne soit nécessairement prononcée à son encontre.

1.16. Règlement financier du marché

1.16.1. Contenu des prix

Les prix du marché public sont les prix, exprimés en euros HT et TTC, mentionnés dans l'annexe financière.

Les prix sont entendus franco de port et d'emballage et comprennent les coûts afférents à la prestation.

Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les services ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires du Titulaire.

Les prix sont exprimés en euros hors taxe et tous frais compris. La TVA est appliquée au taux légal en vigueur le jour de la livraison.

1.16.2. Forme et évolution des prix

Les prix sont révisibles selon les modalités définies ci-dessous.

1.16.3. Part du prix relative au carburant

Conformément à l'article 23 III de la loi 2006-10 du 5 janvier 2006, au cours du marché public, le prix de transport initialement convenu est révisé mensuellement de plein droit pour prendre en compte la variation des charges liée à la variation du coût du carburant entre la date de notification du marché public et la date de réalisation des Services.

Les charges de carburant sont déterminées au jour de la date de remise des offres, par référence au prix du gazole publié par le Comité National routier et la part des charges de carburant dans le prix du transport telle qu'établie dans les indices synthétiques du Comité National Routier.

Le prix du transport initialement convenu est révisé de plein droit en appliquant aux charges de carburant la variation à la hausse ou à la baisse de l'indice gazole publié par le Comité National Routier (HORS TVA) sur la période allant de la date de notification du marché à la date de facturation. La facture fait apparaître les charges de carburant supportées par l'entreprise pour la réalisation des opérations de transport.

La part relative au carburant est fixée unilatéralement à 15% du prix HT.

1.16.4. Part du prix relative aux salaires des agents de transport

La révision des prix pour cette part sera réalisée annuellement à la date anniversaire du contrat.

La formule de révision suivante est applicable dans ce cas :

$$P = P_0 \times (0,15 + 0,85 \times (\text{CNL } P_1 / \text{CNL } P_0))$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé

P₀ = Prix initial indiqué en annexe de l'acte d'engagement et réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres.

CNL P₀ = Taux de salaire horaire des ouvriers - Transports et entreposage (NAF rév. 2, niveau A38 HZ) (Identifiant INSEE : 010562766) correspondant à l'indice du mois à la date limite de remise des offres du marché public.

CNL P₁ = Taux de salaire horaire des ouvriers - Transports et entreposage (NAF rév. 2, niveau A38 HZ) (Identifiant INSEE : 010562766) correspondant au dernier indice connu lors de la demande de révision des prix.

Pour cette partie, les prix ne peuvent varier de plus de 1.5% par an en application de la présente formule de variation des prix.

1.16.5. Dispositions communes pour procéder à la révision des prix

Le Titulaire a la charge de la révision des prix. Son omission lors d'une demande de paiement ne pourra donner lieu à aucune régularisation par la suite.

Le Titulaire doit formuler sa demande par lettre recommandée avec avis de réception postal ou par courriel trois mois avant la date anniversaire du contrat (part salaires de la révision).

Pour la part carburant, le Titulaire remet lors du dépôt de sa facture, les justificatifs et le prix supplémentaire à payer en application de la révision de la part gazole.

Le non-respect de ses modalités et délais entraîne le rejet de la demande.

La révision des prix s'opère à la hausse comme à la baisse.

Le RPA fait connaître sa décision d'acceptation des nouveaux prix par courriel adressé au titulaire dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande de révision. L'absence de réponse dans ce délai vaut acceptation tacite des nouveaux prix révisés.

Arrondis :

Lors de la mise en œuvre de la révision de prix, les calculs intermédiaires et finals seront effectués avec au maximum deux décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- Si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- Si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

1.16.6. Clause de révision exceptionnelle

Sur demande du Titulaire et en cas d'augmentation dûment justifiée des prix des matières premières ou autres éléments indispensables à l'exécution des prestations, l'EFS se réserve la faculté d'accepter, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant, de manière exceptionnelle, à tout moment de l'exécution de l'accord-cadre, et pour une durée déterminée, une hausse des prix provisoire du contrat en dehors du cadre donné dans les articles ci-dessus (prévus pour la part carburant et les salaires).

Le Titulaire doit apporter la preuve de l'augmentation des prix par tout justificatif (indices, etc.) démontrant une hausse exceptionnelle de ces prix justifiant le recours à cette clause spécifique.

A l'issue de la période déterminée, les tarifs en vigueur précédemment s'appliqueront de nouveau.

Lors de la mise en œuvre de la révision des prix, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum deux décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis sont traités de la façon suivante :

- Si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- Si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès)

1.16.7. Avance

Sauf refus express du Titulaire mentionné dans son acte d'engagement, une avance lui est versée dans les conditions définies aux articles R.2191-3 à R.2191-10 et aux articles R.2191-15 à R.2191-18 du code de la commande publique.

Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG FCS, le taux de l'avance est de 10% *(que le titulaire soit une PME ou non)*.

Le remboursement de l'avance s'opère par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire en exécution du marché public conformément aux articles R.2191-11, R.2191-12, R.2191-14 et R.2191-19 du code de la commande publique.

1.16.8. Modalités de facturation et de règlement

1.16.8.1. Facturation

Après exécution des prestations, le Titulaire transmet à chaque RPA un exemplaire d'une facture indiquant, outre les mentions légales, les sommes auxquelles il prétend du fait de cette exécution et tous les éléments de détermination de ces sommes.

Les factures devront être parfaitement conformes aux éléments contenus dans le BPU.

Les factures comprennent notamment :

- les nom et adresse du créancier ;
- le numéro du marché public ;
- le numéro du bon de commande ;
- le numéro du bon de livraison ;
- la quantité et la désignation des Services exécutés ;
- le montant hors TVA des Services ;
- le taux et le montant de la TVA en vigueur ;
- le montant total TTC ;
- la date de facturation ;
- le cas échéant, le numéro de TVA intracommunautaire.

1.16.8.2. Dématérialisation des factures

Conformément à l'article L2192-1 du code de la commande publique, les Titulaires ainsi que les sous-traitants admis au paiement direct de contrats conclus par l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics, transmettent leurs factures sous forme électronique en utilisant une solution mutualisée, mise à disposition par l'Etat.

Cette solution s'intitule CHORUS PRO. Elle permettra le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et sera mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

Les factures, ainsi que tout document jugé utile par le Titulaire ou demandé par le pouvoir adjudicateur, seront adressées à chaque établissement de l'EFS par l'utilisation du numéro de SIRET qui lui est associé.

En vue de faciliter et accélérer le traitement des factures, l'EFS a choisi de rendre obligatoire dans CHORUS PRO le remplissage, par le fournisseur, de la zone « Engagement ». Le numéro de commande et le numéro de marché public, s'il existe, seront à renseigner dans ce champ.

En retour, un suivi du traitement des factures sera transmis au fournisseur via CHORUS PRO, l'informant notamment des statuts suivants :

- facture rejetée, en cas de refus par l'EFS de la facture émise ;
- facture suspendue, en cas de demande de précisions complémentaires nécessaires pour permettre la mise en paiement. Ce statut est réputé donner date certaine à la décision de suspension du délai de paiement par le pouvoir adjudicateur.

1.16.9. Délai global de paiement

Le paiement des factures intervient dans un délai maximum de trente (30) jours pour les ETS à compter de la date de réception de la facture. La date de réception des factures est constatée par l'Etablissement.

Si la réception de la facture est antérieure à l'acceptation de la livraison des Services, le point de départ du délai de paiement correspondant à la date d'admission de la livraison des Services, constatée par le bordereau de livraison en l'absence de réserves émises sur ce bordereau.

Si, à l'issue des opérations d'admission, les Services ne sont pas admis ou s'ils sont rejetés à la suite d'une non-conformité documentée constatée dans les conditions définies dans le présent CCAP, elles donnent lieu à un avoir.

L'EFS Bretagne se libère des sommes dues par virement administratif sur le compte du Titulaire.

1.16.10. Suspension du délai global de paiement

En cas de présentation d'une facture non conforme, ce délai peut être suspendu une fois.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire via un encodage CHORUS ou par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Elle précise les raisons qui, imputables au Titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par l'Etablissement, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au Titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, un nouveau délai commence à courir dans les conditions prévues à l'article R.2192-29 du Code de la commande publique.

1.16.11. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai susmentionné donne droit au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant forfaitaire de 40 euros et fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Ils courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente avant le premier jour calendaire du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

Le Titulaire ne pourra, en aucun cas, se prévaloir d'un retard de paiement, pour suspendre ou interrompre l'exécution des prestations qui lui incombent en application du présent marché public.

1.16.12. Nantissement et cession de créance

Le nantissement et la cession de créance s'effectuent conformément aux articles R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique.

Par dérogation aux articles 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG FCS, seuls seront notifiés au Titulaire les documents suivants :

- la copie de l'acte d'engagement et de l'annexe financière.

L'EFS délivre uniquement l'exemplaire unique / le certificat de cessibilité en vue de la cession de créance sur demande écrite du Titulaire.

1.16.13. Renseignement d'ordre comptable

Le Comptable public assignataire des paiements est :

- le Comptable secondaire de l'ETS Bretagne, désigné dans l'acte d'engagement pour les besoins respectifs de l'Etablissement local ;

La personne habilitée à donner les renseignements mentionnés à l'article R.2191-54 du code de la commande publique est le RPA.

PARTIE 2 - RESPONSABILITE - ASSURANCES

Le Titulaire a la responsabilité de la bonne exécution des prestations décrites au marché public. Cette responsabilité est étendue aux conséquences dommageables, corporelles, matérielles et immatérielles à l'égard des tiers et cocontractants des pouvoirs adjudicateurs du fait des prestations fournies par le Titulaire.

Le Titulaire et les sous-traitants désignés dans le marché public devront justifier au moment de la notification du marché public, puis en cours d'exécution, au moyen d'une attestation portant mention du nom de la compagnie, de l'étendue de la garantie, de la date d'expiration des garanties prévues au contrat, d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'ils encourent vis-à-vis des tiers et de l'EFS en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché public.

L'attestation devra être remise dans le délai de quinze (15) jours après demande de l'EFS au Titulaire.

PARTIE 3 - RESILIATION DU MARCHE PUBLIC (ARTICLE L.2195-1 ET SUIVANTS DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)

3.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

Le RPA peut mettre fin à tout moment à l'exécution du marché public, pour tout motif d'intérêt général, par décision unilatérale notifiée par écrit au Titulaire.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, dans la mesure où le présent marché public ne comporte pas d'engagement minimum contractuel, aucune indemnité n'est due dans ce cas.

La conclusion d'un marché public sur des prestations identiques ou incluant l'objet du présent marché public pour répondre aux besoins de l'ensemble des établissements de l'EFS peut constituer un motif d'intérêt général qui justifie la résiliation du présent marché public sur le fondement des dispositions susvisées, sans que la décision de résiliation ne puisse ouvrir droit à indemnité au bénéfice du Titulaire du présent marché public, y compris dans le cas où ce dernier n'est pas l'attributaire dudit marché public national.

3.2. Résiliation aux torts du Titulaire

Sans préjudice des dispositions ci-dessus, l'EFS peut procéder à la résiliation du marché public en application de l'article 41 du CCAG FCS, pour mauvaise exécution du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité :

- Faute du Titulaire ou son incapacité manifeste et durable à satisfaire à l'exécution de ses obligations, constatée par l'EFS ;
- Tout manquement aux obligations de confidentialité mentionnées ci-dessus.
- En application des articles D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail, l'inexactitude des renseignements fournis à l'EFS ou la non production, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché public, des pièces prévues à l'article D. 8222-5 du code du travail, et ce, sans préjudice de poursuites ultérieures éventuelles.
- S'il n'a pas corrigé les irrégularités aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et à la déclaration des salariées de l'entreprise dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure du Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

L'EFS peut résilier le marché public à la condition d'avoir préalablement notifié par écrit la mise en demeure demandant au Titulaire de remédier aux défaillances dans les délais indiqués. La mise en demeure doit être restée infructueuse.

La résiliation prendra effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification.

3.3. Résiliation pour événements liés au marché

Conformément à l'article 40.1 du CCAG FCS, l'EFS peut résilier le marché dans les deux cas suivants :

- Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché
- Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure

Par dérogation aux articles 3.8.3 et 40.2 du CCAG FCS, le titulaire ne dispose pas de la faculté de demander la résiliation du marché pour ordre de service tardif.

3.4. Exécution aux frais et risques

L'EFS se réserve la possibilité de faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues au marché aux frais et risques du Titulaire dans les cas et selon les modalités prévues à l'article 45 du CCAG FCS.

LITIGES

Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable, et faute de l'obtenir de s'en remettre aux juridictions administratives compétentes. Elles élisent pour ce faire domicile en leurs sièges sociaux respectifs.

OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU REGARD DE SA SITUATION FISCALE ET SOCIALE

Le Titulaire remet tous les six mois jusqu'à la fin du présent marché public les pièces mentionnées aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

Il s'agit, lorsque le Titulaire est établi en France, en vertu de l'article D 8222-5 susmentionné :

- d'une attestation de vigilance délivrée en ligne sur le site de l'URSSAF ;
- d'une attestation fiscale justifiant de la régularité de sa situation fiscale (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés) ;
- d'un numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>.

En cas de Titulaire établi dans un autre Etat, il s'agit des documents réclamés aux articles D 8222-7 et D 8222-8 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire domicilié en France sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'EFS, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>

PARTIE 4 - ACTE D'ENGAGEMENT (PARTIE A COMPLETER PAR LE CANDIDAT)

4.1. Cet acte d'engagement correspond :

1.

☐ au lot n°..... ou aux lots n°..... du marché public (en cas d'allotissement).

(Indiquer l'intitulé du ou des lots tel qu'il figure dans le règlement de la consultation ou le CCAP)

☐ à la totalité des lots (en cas d'allotissement).

2.

☐ à l'offre de base.

☐ à la variante suivante : le soumissionnaire indique la variante correspondante.

☐ à la Prestation Supplémentaire éventuelle suivante : le soumissionnaire indique la PSE correspondante.

4.2. Engagement du soumissionnaire ou du groupement d'opérateurs économiques

4.2.1. Identification et engagement du soumissionnaire ou du groupement d'opérateurs économiques :

➤ (Le soumissionnaire coche les cases correspondantes.)

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché public énumérées à l'article 2.10 du présent document et conformément à leurs clauses :

Le signataire

☐ s'engage, sur la base de son offre et pour son propre compte ;

[Le soumissionnaire indique le nom commercial et la dénomination sociale, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIREN/SIRET]

☐ engage la société sur la base de son offre ;

[Le soumissionnaire indique le nom commercial et la dénomination sociale, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIREN/SIRET]

➤ ☐ L'ensemble des membres du groupement s'engagent, sur la base de l'offre du groupement ;

[Le soumissionnaire indique le nom commercial et la dénomination sociale de chaque membre du groupement, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro **SIREN/SIRET**.]

4.2.2. Identification du (ou des) sous-traitant(s) :

En cas de présentation d'un ou de plusieurs sous-traitants, le soumissionnaire fournit à l'appui du présent acte d'engagement un DC4 pour chacun des sous-traitants.

4.2.3. Prix :

Le soumissionnaire s'engage sur la base de l'offre financière basée sur les prix indiqués dans l'annexe financière jointe au présent document

4.2.4. Nature du groupement et, en cas de groupement conjoint, répartition des prestations :

(En cas de groupement d'opérateurs économiques.)

Pour l'exécution du marché public, le groupement d'opérateurs économiques est :

➤ ☐ conjoint OU ☐ solidaire

(Les membres du groupement conjoint indiquent dans le tableau ci-dessous la répartition des prestations que chacun d'entre eux s'engage à réaliser.)

Désignation des membres du groupement conjoint	Prestations exécutées par les membres du groupement conjoint	
	Nature de la prestation	Montant HT de la prestation

4.2.5. Compte (s) à créditer :

Le soumissionnaire remplit ci-dessous le nom de l'établissement bancaire et le numéro de compte complet, il agrafe ci-après un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal ; il vérifie que l'IBAN est clairement mentionné sur le document transmis.

Dans l'hypothèse de compte bancaire domicilié à l'étranger, le soumissionnaire transmet à l'EFS une domiciliation bancaire au format international SWIFT.

(En cas de groupement conjoint, joindre un d'identité bancaire ou postal pour chacun des membres du groupement)

■ Nom de l'établissement bancaire :

■ Numéro de compte :

4.2.6. Régime fiscal lié aux fournitures et services objet du marché public

(Le soumissionnaire obtient l'information auprès de son service comptable).

Le soumissionnaire a opté pour le régime des débits : ☐ oui ☐ non

Le soumissionnaire indique le taux de TVA applicable aux services objets du marché publics :
.....

Le soumissionnaire indique, le cas échéant, son numéro d'agrément de formation continue :
.....

Le cotraitant a opté pour le régime des débits : ☐ oui ☐ non

Le cotraitant indique le taux de TVA applicable aux produits objets du marché :
.....

Le cotraitant indique le cas échéant son numéro d'agrément de formation continue :
.....

4.2.7. Avance (article R2191-5 CCP) :

Je renonce au bénéfice de l'avance :

☐ NON ☐ OUI

(Le soumissionnaire coche la case correspondante.)

4.2.8. Délai de validité de l'offre :

Le présent engagement me lie pour le délai de validité des offres indiqué dans le règlement de la consultation.

4.3. Signature du marché public par le soumissionnaire, candidat individuel, ou, en cas groupement d'opérateurs économiques, le mandataire dûment habilité ou chaque membre du groupement

4.3.1. Signature du marché public par le candidat individuel :

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

4.3.2. Signature du marché public en cas de groupement :

Les membres du groupement d'opérateurs économiques désignent le mandataire suivant (article R.2142-24 CCP) :

(Le soumissionnaire indique le nom commercial et la dénomination sociale du mandataire).

En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est :

(Le soumissionnaire coche la case correspondante.)

➤ ☐ conjoint OU ☐ solidaire

☐ Les membres du groupement ont donné mandat au mandataire, qui signe le présent acte d'engagement :

(Le soumissionnaire coche la (ou les) case(s) correspondante(s).)

- ☐ pour signer le présent acte d'engagement en leur nom et pour leur compte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur public et pour coordonner l'ensemble des prestations ;
(joindre les pouvoirs en annexe du présent document.)
- ☐ pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché public ;
(joindre les pouvoirs en annexe du présent document.)
- ☐ ont donné mandat au mandataire dans les conditions définies par les pouvoirs joints en annexe.

☐ Les membres du groupement, qui signent le présent acte d'engagement :

(Les membres du groupement cochent la case correspondante.)

- ☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur public et pour coordonner l'ensemble des prestations ;
- ☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché public ;
- ☐ donnent mandat au mandataire dans les conditions définies ci-dessous :
(Donner des précisions sur l'étendue du mandat.)

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

Contact(s) du soumissionnaire (coordonnées des personnes chargées de la passation et de l'exécution du marché public : interlocuteur commercial, technique, qualité, administratif (facturation)) :

Nom, prénom et fonction	Coordonnées téléphonique (numéro fixe, mobile, fax) et électronique (mail)

4.4. Identification du (des) pouvoirs adjudicateurs

4.4.1. Désignation du pouvoir adjudicateur

Pouvoir adjudicateur : Etablissement Français du Sang Bretagne

Nom et qualité du représentant du pouvoir adjudicateur : Bruno Danic

Adresse : rue Pierre Jean Gineste BP 91614 35016 Rennes Cedex

Désignation, adresse, numéro de téléphone du comptable assignataire :

Monsieur l'Agent comptable secondaire de l'Etablissement Français du Sang Bretagne

Rue Pierre-Jean Gineste

BP 91614

35016 RENNES Cedex

Imputation budgétaire : Fonds propres

La personne habilitée à fournir les renseignements au titre de l'article R.2191-60 du Code de la commande publique est le représentant du pouvoir adjudicateur

PARTIE 5 - DECISION DU (DES) POUVOIR(S) ADJUDICATEUR(S) (PARTIE A COMPLETER PAR L'EFS)

La présente offre est acceptée

- ☐ en ce qui concerne la totalité du marché public ou, en cas de marché alloti, la totalité des lots
- ☐ en ce qui concerne les lots ci-après seulement :
(Indiquer les lots pour lesquels le candidat est retenu)
- ☐ en ce qui concerne la ou les variantes suivantes (indiquer les variantes retenues).
- ☐ en ce qui concerne la ou les Prestations Supplémentaires Eventuelles suivantes : (indiquer les PSE retenues).

Elle est complétée par les annexes suivantes :

- ☐ Annexe n° ... Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses co-traitants (ou DC1)
- ☐ Annexe n°... relative aux demandes de précisions ou de compléments sur la teneur des offres (ou OUV6-
OUV7) ;
- ☐ Annexe n°... relative à la mise au point du marché (ou OUV11) ;
- ☐ Autres annexes (À préciser) ;

A : , le

Signature

(Représentant du pouvoir adjudicateur habilité à signer le marché public)